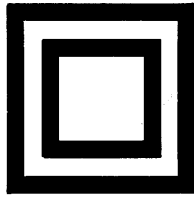


Tant que nous aurons la monarchie dans l'usine nous ne pourrons avoir la république dans la société.
Marc Sangnier



la jeune république

organe du socialisme personnaliste

COMMUNIQUÉ POUR LES ÉLECTIONS EUROPÉENNES

Le Parti de la Jeune République a adopté le communiqué suivant pour les élections européennes du 10 juin 1979 :

« Adversaire des nationalismes meurtriers, Marc Sangnier a œuvré pour une réconciliation franco-allemande. Le fondateur de la Jeune République s'est affirmé comme un pionnier de l'Europe.

« La Jeune République confirme sa position pour une Europe unie dont elle rappelle les conditions :

« L'unité européenne ne se réalisera que si elle est perçue comme une nécessité par les peuples concernés.

« Il faut donc développer et intensifier les échanges entre les personnes, particulièrement parmi les jeunes générations, au moyen des jumelages de villes et des échanges les plus diversifiés, afin que les peuples puissent se reconnaître dans leurs différences.

« Toute initiative d'unification, sous une forme confédérale, exigerait une harmonisation dans les domaines de la vie économique, politique et sociale.

« Les disparités existantes entre les régimes fiscaux, sociaux, économiques, risquent de provoquer des bouleversements dommageables pour de larges catégories de la population.

« Nous voulons une EUROPE des PEUPLES dont l'autorité prime celle des Etats ; une EUROPE de l'ATLANTIQUE à l'OURAL où les droits et les conditions de travail des populations l'emporteront sur les exigences financières des "multinationales".

« Nous voulons que l'Europe s'affirme comme un espace de paix et de concertation, développant la détente entre l'Est et l'Ouest dans l'esprit des Accords d'Helsinki.

« Nous voulons une Europe solidaire des pays en voie de développement qui luttent pour une réelle indépendance économique et politique.

« Nous voulons une Europe dans laquelle les masses laborieuses puissent bénéficier d'une véritable promotion culturelle, en particulier par un enseignement et une formation professionnelle gratuits.

« Nous voulons une Europe libérée des groupes de pression internationaux qui continuent d'imposer leur loi dans tous les domaines.

« Les conditions pour constituer cette EUROPE des PEUPLES ne sont pas encore réunies.

« L'opération actuellement en cours s'inscrit dans la logique du développement capitaliste qui veut briser les frontières nationales pour planifier les marchés.

« Les puissances économiques, par le truchement de technocrates irresponsables, utiliseront cette ASSEMBLÉE EUROPÉENNE élue au suffrage universel pour imposer leurs décisions avec l'apparence d'une pseudo-légitimité.

« Les concentrations économiques et financières s'accroîtront et entraîneront toujours plus de faillites, de chômeurs et d'inflation.

« En outre, l'intégration européenne, sur le plan économique et militaire, risque de relancer la guerre froide et de compromettre la volonté d'émancipation des pays sous hégémonie soviétique.

« La Jeune République réaffirme sa foi dans le Socialisme Personnaliste et l'esprit de Bierville, en même temps que sa volonté de lutte pour mettre au service des peuples les grands moyens de production et d'échanges, selon une perspective du développement de la personne libre et responsable.

« EN CONSÉQUENCE, LE PARTI DE LA JEUNE RÉPUBLIQUE DEMANDE AUX ÉLECTEURS FRANÇAIS DE VOTER "BLANC" AU SCRUTIN DU 10 JUIN 1979. »

2 avril 1979

QUELLE EUROPE

?

JANVIER-MAI 1979 — N° 112

PÉRIODIQUE — Numéro : 5 F

LA JEUNE RÉPUBLIQUE

Le Directeur :
Jean Pralong

Rédactrice en Chef, mise en pages :
Marcelle Leconte-Souchet

Rédaction - Siège Social
Administration :

Parti de la JEUNE RÉPUBLIQUE
Villa n° 6 - 9, bd Jean-Mermoz
92200 NEUILLY (Hauts-de-Seine)
C.C.P. PARIS 20.896-71
Tél. 624.06.08 - 033.99.09

Fricotel - Epinal, Paris
Dépôt légal n° 2085

NOTRE COMBAT

POUR
une République
Socialiste
et Démocratique
au service
de l'Homme,
vous intéresse.

ADHÉREZ
A NOTRE PARTI

COTISATIONS

ADHÉRENTS et AMIS de la J.R.

Revenu mensuel	Cotisation annuelle 1 % du salaire
salaire de 2 000 F	240 F
2 500 F	300 F
3 000 F	360 F
4 000 F	480 F
5 000 F	600 F etc.

ABONNEMENT A REVUE en sus :
1 an : 30 F — De soutien : 50 F

Parti de la JEUNE RÉPUBLIQUE
Villa n° 6 - 9, bd Jean-Mermoz
92200 NEUILLY (Hauts-de-Seine)
C.C.P. PARIS 20.896-71

PROPOSITIONS POUR UN SOCIALISME PERSONNALISTE

Gérard Brissé

Oui, on peut trouver des solutions au problème du chômage !
L'Europe, comme nous la voulons.

La Gauche unie ? C'est possible, et voici comment !

j.r. L'analyse que nous avons faite depuis des années de l'évolution économique, est confirmée par les faits. Quelles conclusions devons-nous en tirer à présent ?

g.b. Comme nous l'avons maintes fois souligné, l'évolution du système industriel est actuellement soumise à trois impératifs : primo, la concurrence internationale entraîne à la fois un redéploiement et une concentration toujours plus poussée des entreprises ; secundo, la révolution des micro-processeurs, génératrice de décentralisation des structures de production et de gestion, de miniaturisation et de modernisation des outillages, ainsi que d'une nouvelle approche des problèmes humains du travail vers la formation de petites équipes autonomes, va à contre courant du mouvement de concentration énoncé plus haut ; tertio, les pays du tiers monde s'équipent, ne se contentant plus d'envoyer leurs précieuses cargaisons de matières premières à l'étranger aux prix les plus bas : ils entendent en tirer le meilleur profit pour implanter sur leur territoire leurs propres industries de transformation. La hausse des matières premières, a fortiori celles qui, comme le pétrole, apportent l'énergie qui conditionne tout notre développement économique, contraignent l'appareil industriel occidental à s'adapter, sous peine d'asphyxie.

Des pans entiers de notre économie nationale s'écroulent sous les coups de boutoir de ce processus : textile, sidérurgie, bâtiment, puis à court terme le secteur de la téléphonie électro-mécanique, à moyen terme celui du tertiaire : dans les banques, les assurances, les organismes de crédit, les mini-ordinateurs de gestion et les calculatrices de poche vont entraîner la suppression de trois postes de travail sur quatre.

j.r. Cette évolution est-elle inexorable ?

g.b. Elle l'est dans la mesure où il paraît difficile de freiner la recherche et ses applications technologiques. Ce qui l'est moins, par contre, ce sont les solutions apportées tant par les hommes au pouvoir que par l'ensemble des organisations politiques et syndicales, solutions qui se raccrochent à des schémas révolus et qui s'avèrent radicalement inadaptées à cette évolution.

j.r. Quelle peut être la solution à la crise ?

g.b. Ce n'est certainement ni le "laissez faire - laissez passer" de l'économie de profit, ni la surenchère de mauvais aloi à laquelle se livrent actuellement certains partis politiques ou organisations syndicales.

Les solutions doivent être recherchées au triple niveau des revenus, de la structure des entreprises, de l'organisation du travail et de la formation des hommes.

Les revenus : une constatation s'impose : la plage des revenus qui ne sont pas liés directement au travail, s'élargit : allocations de chômage, allocations familiales et de sécurité sociale, aide sociale, etc. Puisque la perte de travail dit "productif", selon la terminologie marxiste, se réduit, il faut en tirer les conséquences.

Comme le remarquait à juste titre Jacques Ellul dans "Réforme" du 24 février dernier, il y a lieu de distinguer deux secteurs économiques différents : le secteur "à production massivement quantitative, très automatisé, avec peu d'emplois, et le secteur "essentielle-ment qualitatif de production de biens de haute qualité, avec utilisation de beaucoup de main-d'œuvre".

Sur le versant de la consommation, cette structure induit d'une part, des biens dits "de grande consommation" et, d'autre part, des produits de luxe et de demi-luxe dont le critère fondamental est la rareté, donc la cherté.

Il est très possible aujourd'hui, grâce au calcul électronique, d'évaluer les stocks réels ou potentiels à court terme des biens de grande consommation. Il est également possible de les soustraire très largement aux lois du profit en les distribuant par le truchement d'une monnaie de consommation non thésaurisable, dont la valeur est en prise directe sur les stocks disponibles. Ce revenu social garanti, inscrit régulièrement au compte de tout individu et indépendant de son activité professionnelle ou de ses autres revenus, pourrait être distribué avec une monnaie électronique : selon ce système, chacun dispose d'une carte spéciale, qui « n'est plus magnétique mais comporte des circuits et des mémoires, que la banque "charge" d'un certain crédit en accord avec le titulaire du compte. Introduite dans le lecteur d'un commerçant, elle se "déchargera"

du montant de l'achat et créditera automatiquement la carte, également à mémoire, du commerçant, lui indiquant en outre le numéro de compte du client. Tous les jours ou toutes les semaines, le commerçant adresse sa carte à sa banque pour que les opérations soient régularisées sur son compte » (Jean-Michel Quatrepoint, dans *Le Monde* du 10 février 1979). Ce système a déjà été expérimenté avec succès à Bourg-en-Bresse, dans l'Ain.

Quant aux produits de luxe et de demi-luxe, ils demeurent accessibles selon les critères monétaires actuels.

j.r. N'est-ce point là le retour à la "soupe populaire" ?

g.b. Cette objection n'a aucun sens, puisque le consommateur conserve son entière liberté de choix. En somme, il dispose d'un circuit monétaire à deux niveaux, l'un en circuit fermé permettant exclusivement la répartition des biens et services dits "de grande consommation", l'autre continuant à assurer les autres transactions.

Ce système ne peut fonctionner efficacement que s'il est pris en charge par les consommateurs eux-mêmes regroupés dans un vaste *Syndicat national d'usagers et de consommateurs*.

L'entreprise, point sensible du tissu social, devra s'adapter à cette évolution. Il convient de tenir compte à la fois du phénomène de concentration lié à la concurrence internationale (phénomène des entreprises transnationales) et des mutations technologiques vers la miniaturisation, la cybernétisation, la déconcentration, ce que les Américains enferment dans le slogan, révolution-

L'AVENIR VU PAR UN SOCIALISTE PERSONNALISTE

Jean Pralong

L'histoire gardera de l'année 1978 le souvenir d'une profonde incision de la part du gouvernement de notre pays, comme de ceux des autres pays d'Europe, devant la crise économique. Toujours des discours optimistes qui répètent l'antenne de "la relance de l'investissement productif".

Selon les économistes, le chômage se maintiendrait au niveau actuel jusqu'en 1985. Pour nos dirigeants, c'est une fatalité ; aucun remède n'est proposé.

Le coût du chômage, c'est :
— le déficit de la Sécurité Sociale, la diminution des recettes budgétaires ;
— la détresse matérielle et morale des familles, soit trois millions de français ;
— une large proportion de jeunes, quittant l'école avec des diplômes, qui n'ont comme perspective que l'oisiveté.

On croirait que ni le sentiment, ni l'imagination n'animent nos dirigeants au pouvoir. Pour solutionner le déficit de la Sécurité Sociale, des mesures provisoires : augmenter les cotisations... ce qu'un élève sortant de l'école primaire aurait été capable de trouver. Pour garantir les retraites ? : relever la natalité !

On semble ignorer que le progrès technique, qui ne manquera pas de s'accélérer avec les applications de l'informatique, entraînera une réduction des besoins de main d'œuvre.

Le progrès technique, appelé communément "de productivité" qui est inéluctable et de l'aide minimale en France de 2 à 3 % l'an, entraîne, depuis 25 ans, une réduction annuelle d'emplois salariés d'environ 400 000.

Si de 1947 à 1967, les générations nées de 1882 à 1902, arrivées à l'âge de la retraite, ont dégagé environ 200 000 emplois salariés par an (comp-

te tenu des victimes de la guerre 1914-1918), sont arrivées au travail les générations nées entre 1927 et 1947, années de natalité relativement faible, en ajoutant le développement du travail féminin, cela représente 350 000 emplois salariés par an, alors que les générations nées entre 1904 et 1914, donc non touchées par la guerre 1914-1918, abandonnent 300 000 salariés par an, les générations nées entre 1947-1959 qui arrivent au travail représentent 600 000 emplois salariés par an.

Selon les études, l'année 1979 verra s'accroître le nombre des demandeurs d'emplois de 300 000, ce qui fera 1 600 000 fin 1979.

Mais, dans les cinq années suivantes, 1980-1984, arrivées à la retraite des générations des années creuses : 1915 à 1920, qui dégageront au mieux 200 000 emplois salariés par an. Arriveront sur le marché du travail les générations nées entre 1959 et 1964, années encore de forte natalité relative et qui réclameront 600 000 emplois par an.

Nous aurons donc un déficit d'au moins 400 000 emplois par an, soit sur cinq ans : 2 000 000 de demandeurs d'emplois.

C'est ici qu'intervient notre conception d'un socialisme d'inspiration personaliste : une société au service de la personne, qui libère le travailleur. La machine ne doit pas être conçue uniquement dans un but de rentabilité pour une classe d'individus, multipliant par ailleurs les chômeurs. La machine, le progrès technique, doivent être au service de tous ; ils doivent entraîner une réduction de la durée du travail. La semaine de 35 heures n'est pas un leurre, elle est possible.

Selon certains syndicats (la C.F.D.T.), des chefs d'entreprises estiment qu'elle serait bénéfique et amènerait une

diminution de l'absentéisme, des accidents, des cotisations et des indemnités de chômage. Mais cela ne se fera pas dans le cadre d'un libéralisme qui, selon la formule, "amène le loup dans la bergerie".

Il faut une planification qui envisage des propositions vers lesquelles il faut tendre, tout en prévoyant des étapes, des mesures provisoires, savoir associer à des initiatives politiques et globales les intéressés eux-mêmes.

La formule préconisée par Marc Sangnier est toujours valable : « La démocratie politique et sociale est le régime qui permet aux individus de prendre une part de plus en plus grande à la direction des affaires publiques », ce que d'aucuns appellent le socialisme autogestionnaire et que nous disons : un régime qui doit aller vers une société au service de l'homme, l'élevant dans tous les sens, supposant qu'une série de mesures d'ordre social, fiscal, économique, seront prises.

La formule de Guizot : "Enrichissez-vous" n'a plus de prise. Le plan saura prévoir une évolution économique, des reconversions indispensables, un cadre de vie urbain dans lequel la famille pourra se développer car le logement influe autant sur la natalité que les allocations familiales.

Un problème aussi important est celui de l'harmonisation des politiques européennes.

Nous n'aboutirons que si les forces populaires comprennent qu'elles doivent s'entendre et non s'entre-déchirer. Les travailleurs de toutes catégories : cadres, techniciens, manuels, intellectuels, agriculteurs, doivent s'organiser, s'unir et comprendre que la société vers laquelle nous voulons tendre ne peut se construire et trouver un point d'équilibre qu'au niveau international, Tiers Monde compris.

naire au pays du gigantisme, du "small is beautiful".

L'issue la plus radicale serait de créer que l'on va tout étatiser et dans l'esprit de certains, les nationalisations se ramènent à cela. Est-ce vraiment la solution ? Nous pensons pour notre part que l'Etat se doit de donner l'exemple en ramenant ses interventions à des actions d'animation et de coordination, plutôt que de gestion directe d'un patrimoine national. Il est donc indispensable de déconcentrer très largement, en y adaptant les institutions, de manière à rendre au tissu économique-social le maximum de souplesse.

Mais encore faut-il aussi que les citoyens, en tant que producteurs et que consommateurs, se sentent concernés, participent étroitement à l'administration et au bénéfice de leurs entreprises, en bref, puissent assumer leur part pleine et entière de *responsabilités*.

C'est pourquoi nous avons suggéré de transformer progressivement les principales entreprises du secteur public et privé en *régies coopératives* : ce sont des entreprises autonomes où le bénéfice est réparti entre les différents sociétaires, représentés au sein du conseil de gestion en trois parts égales : les délégués des collectivités publiques dispensatrices de la majorité du capital (collectivités nationales, régionales, communales), les délégués du personnel, puis des usagers de l'entreprise, en amont et en aval (fournisseurs et clients). A cet égard, nous avons élaboré un projet type de statut de régie coopérative qui est la disposition de tous ceux qui seraient intéressés par cette formule.

Cette structure déboucherait en fait sur l'abolition du salariat tel que nous le connaissons actuellement : chaque citoyen percevrait sa part de revenu social garanti, auquel s'ajouterait une part variable de revenus (produit de son épargne — strictement indexée sur l'évolution du coût de la vie —, part de participation aux bénéfices de son entreprise, etc.), que chacun consacrerait à l'acquisition de biens de luxe et de demi-luxe non couverts par la monnaie de consommation.

Parallèlement à ce réseau de régies coopératives, nous souhaitons le développement d'un *réseau concurrentiel très dynamique de petites et moyennes entreprises* (de moins de 500 personnes).

Il s'avère indispensable à cet effet, de remodeler profondément un système fiscal aberrant par sa complexité et son incohérence, un système injuste et sclérosant : suppression de l'impôt sur le revenu, de la taxe mobilière, de la taxe professionnelle, notamment. Orientation de la ponction fiscale vers trois axes principaux : impôt sur la consommation de luxe et de demi-luxe exclusivement, impôt sur l'énergie (qui toucherait uniquement les collectivités), impôt foncier, qui prendrait en compte en priorité la valeur sociale des sols, et non plus leur valeur vénale.

A partir de ces mesures fondamentales auxquelles s'ajouteraient celles qui sont actuellement revendiquées par les principales centrales syndicales (réduc-

tion du temps de travail légal à trente-cinq heures, cinquième semaine de congés payés, retraite à soixante ans, etc.), il est possible d'une part, de créer des emplois "non productifs" (selon la terminologie marxiste, c'est-à-dire qui ne sont pas directement liés à la production) mais aussi d'étendre et de diversifier les filières de formation.

Pour ce qui concerne les *créations d'emplois* nouveaux, elles doivent procéder de la dimension sociale des besoins exprimés par les collectivités : cela peut aller de la rénovation du logement ancien et du développement des activités artisanales, de recherche ou de création, à l'aménagement de crèches pour enfants, à l'aide aux personnes âgées, au redéploiement du tourisme, etc.

Mais c'est dans le domaine de la *formation et de l'information des hommes* que le plus important reste à faire. Posons d'abord comme préalable que la formation des hommes doit relever d'un véritable *service public*, et quelle peut et doit couvrir l'ensemble des besoins exprimés : l'université permanente, de 2 à 99 ans, reste à créer. Il est possible de redonner aux personnes le goût de la curiosité intellectuelle, du perfectionnement personnel, de la lecture, de l'esthétique, de la création et de la recherche du travail bien fait, en bref de la culture. Ce dessein, on le voit, va bien au-delà de l'adaptation à la vie professionnelle : l'effort entrepris demeure très insuffisant et très inégalitaire. Libérée des tâches dégradantes et répétitives, disposant de loisirs plus nombreux, la personne sera en mesure de se consacrer pleinement à son accomplissement personnel. L'évolution technologique actuelle, au lieu d'être perçue comme une calamité, s'offre en réalité comme un bienfait des dieux, à condition de savoir en tirer les conséquences.

j.r. *Ce n'est pas le cas, semble-t-il, de nos dirigeants actuels ?*

g.b. Si ces derniers continuent à réagir en termes de productivité à tout prix, de recherche du profit, en bref, d'un libéralisme économique suranné qui n'exclut point la domination et la puissance et exacerbe des luttes de classes, ils se fourvoient dans une redoutable impasse.

En effet, nous vivons une curieuse époque où, comme l'affirme René Pascal dans "La Croix" du 13 mars dernier, « Le petit bourgeois grandit, le militant décline ». Qu'est-ce à dire, si ce n'est que dans la période de mutations profondes et accélérées que nous traversons, où les requins du profit prolifèrent et où s'élargissent les plages de pauvreté et d'insécurité, les citoyens sont mus par un réflexe d'inquiétude : ils se replient sur le passé, cherchent à conserver ce qu'ils ont, même s'ils ont peu, et redoutent des lendemains qui déchantent ; ils sont en réalité conservateurs. Cette situation "objective" est exploitée aujourd'hui aussi bien par les partis de la majorité que par les principales formations politiques et syndicales de l'opposition.

Mais c'est un pari dangereux : il est jouable aussi longtemps que la masse des gens qui ont quelque chose à conserver l'emportera sur ceux qui ont tout perdu. Mais à la faveur de l'extension du chômage ou d'une crise économique majeure liée en particulier à l'augmentation réitérée des prix du pétrole, la situation peut s'inverser brutalement, devenir explosive alors qu'aucune formation politique importante ne sera préparée à prendre la relève, à assumer et contrôler le mouvement ; là réside, en fin de compte, le danger majeur.

j.r. *Un correspondant écrit à la J.R., à propos de la série d'articles précédents sur l'Europe : « L'idée que je me faisais de la J.R. était autre : l'abstention me semble la solution, l'attitude la plus facile, la non-action pour tout dire dans un monde qui bouge. C'est singulièrement méconnaître (ou trahir) les origines et les hommes qui ont fondé et animé la J.R... Les amis que j'ai connus à la J.R. militaient chez les Européens et les Mondialistes... L'abstention confinera donc à l'approbation des idées néo-nationalistes à la sauce progressiste... »*

g.b. Un de mes vieux amis, Henri Vautrot, ancien secrétaire général de l'Union fédéraliste mondiale, manifeste en effet ses craintes à la fois quant à nos positions sur la question européenne et quant à la place de la J.R. au sein de la Gauche.

H. Vautrot n'avait évidemment pas reçu les éditions précédentes de notre revue Jeune République (n° 100, janvier 1976 : "Pour une Europe de l'Atlantique à l'Oural" ; n° 104, janvier 1977 : "Contre une Europe de guerre froide" ; et n° 111, décembre 1978 : "Europe, quelle Europe" ; "Objection de conscience à l'Europe" et "Europe des travailleurs ou Europe des financiers ?"). Il avait seulement pris connaissance d'un extrait d'une lettre que j'ai adressée au journal *Le Monde* et que ce dernier a diffusée le 2 mars dernier et où je faisais état d'une "abstention massive et motivée" lors du scrutin du 10 juin.

j.r. *Cette prise de position relève du paradoxe puisque la J.R. a déjà pris position à plusieurs reprises contre l'abstentionnisme électoral ?*

g.b. J'ai bien précisé "abstention motivée", ou encore "vote blanc". Nous souhaitons vivement que les électeurs se présentent aux urnes, mais pour que leur vote ait une signification dans le sens que nous préconisons, le bulletin doit être entaché de nullité, par exemple par l'inscription : « Oui à l'Europe des peuples ».

j.r. *Notre correspondant semble persuadé que la J.R., sous un vernis progressiste, approuve en fait les idées nationalistes ?*

g.b. On ne saurait confondre l'Europe supranationale et l'Europe des supranationales — ou multinationales —. Personnellement, j'ai pris ma carte de citoyen du monde en 1955 et j'ai dès cette époque, et depuis lors, été un fervent militant fédéraliste et communaliste. H. Vautrot a lutté suffisamment longtemps en faveur d'une *Assemblée constituante des peuples* pour renier une procédure que nous préconisons à présent à l'échelle de l'Europe. Les institutions européennes de l'avenir doivent procéder de cette assemblée constituante, et non l'inverse, c'est-à-dire l'élection d'un parlement qui, chacun le sait désormais, ne sera qu'une assemblée croupion destinée à avaliser les décisions prises par les eurocrates de Bruxelles : cela ne signifie pas pour autant que nous devons systématiquement abolir tout ce qui a été construit depuis 1945 !

Alors, que l'on ne vienne pas nous dire que nous sommes anti-européens, repliés sur un nationalisme chauvin. Nous voulons une *Europe confédérale des peuples*, non un conglomérat d'Etats souverains ou, à l'inverse, une Europe intégrée. Nous voulons également une Europe élargie aux peuples de l'Est et nous dénonçons le risque actuel de parachever la coupure définitive de l'Europe en deux blocs hostiles — Ouest d'un côté, Est de l'autre — à une époque où l'Europe de l'Est bouge, où souffle ici et là un vent de liberté. Telle est l'Europe que nous voulons.

j.r. *L'Europe que l'on nous prépare est donc à l'antipode de cette construction-là ?*

g.b. Il est à craindre que, de l'Allemagne d'Helmut Schmidt au Royaume Uni de Margaret Thatcher, en passant par les Etats du Benelux, ne siège au Parlement européen une large majorité de conservateurs, démocrates chrétiens ou socio-démocrates bon teint, qui n'ont jamais caché leur préférence pour une Europe atlantiste et supranationale, c'est-à-dire beaucoup plus intégrée aux Etats-Unis d'Amérique et à l'Alliance atlantique. M. Giscard d'Estaing le sait très bien, et c'est la raison pour laquelle il a proposé aux partis politiques une sorte de pacte par lequel ils s'engageraient en quelque sorte à sauvegarder pour l'avenir l'indépendance de la France : ce n'est pas très sérieux.

Au reste, la précipitation du Président de la République à vouloir à tout prix faire élire un Parlement européen au suffrage universel était a priori plus que suspecte, alors qu'il existait déjà un Conseil de l'Europe qui fonctionnait à la satisfaction de tous. Cette hâte relève, je le pense, de deux préoccupations : la première est de faire oublier à l'électorat français, quelques mois durant, la grave détérioration de la situation sociale ; en second lieu, en obtenant une intégration européenne plus poussée, y compris ultérieurement sur le plan militaire (reconstitution éventuelle d'une Communauté européenne de défense), il espère faire jouer contre la montée

des périls la solidarité de l'Europe conservatrice, voire atlantiste, pour le rétablissement de l'ordre en cas de troubles graves. On comprend mal autrement cette hâte à faire élire un Parlement européen en une période où trois Etats membres de la Communauté au moins (le Royaume Uni, la Belgique et l'Italie), traversent une crise politique grave.

j.r. *Nous constatons en outre une grande inégalité devant le scrutin ?*

g.b. L'inégalité des formations politiques devant le scrutin est en effet flagrante. J'ai pu noter dans *Le Monde* du 2 mars dernier, que le système retenu pour l'élection des membres de l'Assemblée européenne « favorise outrageusement les grandes formations politiques aux dépens des plus modestes qui ne disposeront ni des moyens financiers ni des sup-

ports d'information indispensables pour faire campagne et présenter et soutenir des candidats. C'est la négation même de la démocratie ».

Chacun d'entre nous a pu prendre connaissance des grands placards publicitaires : "L'Europe, quelle Europe ?" parus un peu partout dans la presse. Cette publicité à sens unique est tout simplement scandaleuse. Par contre, les petites formations politiques sont acculées à se livrer à la mendicité publique pour rémunérer la campagne de leurs candidats. La J.R. a tiré la conclusion logique de cet état de fait en invitant les électeurs à voter "blanc". Cela contribuera à limiter considérablement la portée du soutien populaire des candidats élus dans de telles conditions. Et j'estime que telle aurait dû être la position de l'ensemble des formations de Gauche.

Gérard Brissé

**LA DÉMOCRATIE
EST L'ORGANISATION
SOCIALE
QUI TEND A PORTER
AU MAXIMUM
LA CONSCIENCE
ET LA
RESPONSABILITÉ
CIVIQUE
DE CHACUN**

Marc Sangnier

LE CUMUL PARLEMENTAIRE

(suite du n° 110)

Franck Taillandier

Le cumul parlementaire est-il l'expression de la démocratie ?

« La démocratie est le régime qui demande le plus de forces morales si l'on ne veut pas qu'il tombe dans l'égoïsme, le matérialisme, au profit de quelques uns ! »

Ainsi s'exprimait le fondateur de la Jeune République, Marc Sangnier.

Mais, en France, ne sommes-nous pas en vraie démocratie, puisque nous avons le libre choix de ceux qui nous représentent ? Voilà bien ici l'ambiguïté de la situation, et le temps est encore présent où, pour certains, le seul pouvoir qu'ils reconnaissent est celui de renouveler ou de refuser à leur élu un nouveau mandat.

Ne s'agit-il pas, en réalité, d'une certaine mentalité politique ? Le cri de "Mai 68" a été lancé pour "participer". Cet élan est exigeant, puisqu'au lieu de rester observateur ou passif devant une situation, il invite chacun des hommes et des femmes à prendre leur part de responsabilité et d'action, à connaître par la recherche, la réflexion, seul et collectivement, les éléments qui concernent leur vie.

Il faut convenir que, généralement, des groupes d'action, sociales ou associatives, sont les mieux placées pour présenter des solutions sérieuses, à cause précisément de leur connaissance de la question sur le tas, qu'il s'agisse d'une rocade, d'une autoroute, d'un service d'environnement et d'équipements collectifs de quartier, d'une école, d'un hôpital et de bien d'autres sujets.

Mais alors, pourquoi faut-il que la responsabilité de la conduite d'une action, locale ou régionale, soit, au ni-

veau de l'organisme de décision, prise en charge par un député ou un sénateur ? Bien sûr, il est important que celui-ci apporte sa caution, mais il est non moins important que les connaissances interviennent eux-mêmes, par les moyens les mieux adaptés.

Chaque fois qu'un parlementaire intervient au lieu et place de citoyens ou de groupes collectifs représentatifs, il court-circuite leur promotion politique et leur éducation humaine et sociale.

Est-il profitable qu'un parlementaire, et surtout s'il est Ministre, tienne entre ses mains des postes-clés importants au niveau local, départemental et régional ? Et que sera-ce alors quand on ajoutera le mandat européen ? Dans notre système actuel, le jeu de ce que l'on nomme le "dévouement" admet très bien que, du fait d'un mandat parlementaire, l'élu puisse assumer toutes les représentations qui l'intéressent.

Quant au "socialisme personnaliste", nous affirmons qu'il ne peut se reconnaître dans cette forme de démocratie !

L'AVENIR ET NOTRE PENSÉE POUR DEMAIN

Il est de plus en plus évident que le mandat parlementaire va demander de celui qui en est investi une priorité absolue tant sont complexes les questions de politique générale pour l'ensemble de notre pays.

Il faut absolument sortir de la pratique actuelle — qui laisse à des spécialistes le soin de travailler les problèmes — alors que nous avons besoin de l'intelligence et de l'imagination de tous les députés et sénateurs.

Bien sûr, les appareils des partis ont aussi leurs spécialistes, mais alors n'en vient-on pas ainsi à un régime de technocrates devant lesquels les parlementaires eux-mêmes se sentent démunis.

La représentation nationale doit primer toutes les autres responsabilités. Elle se suffit à elle-même. Sans doute existe-t-il des problèmes de faibles rémunérations de certaines fonctions locales, auxquelles on est enclin d'ajouter l'indemnité parlementaire, cela fait partie du débat et de sa solution.

Nous approchons rapidement de l'an 2000. Nous vivons des situations de bouleversements intenses, qui réclament de la part des parlementaires des efforts personnels de réflexion et de recherche collective ; en raison de ces échéances, dont certaines sont déjà là (restructuration et chômage), il n'est plus possible d'envisager pour un parlementaire, un éparpillement des responsabilités : « L'AVENIR DE NOTRE PAYS EN DÉPEND ! ».

Pour la Jeune République, portée avec toutes les masses populaires des aspirations aux responsabilités du plus grand nombre, il s'agit d'une option fondamentale, pour la participation des citoyens à la vie sociale et politique.

En conclusion, nous pourrions reprendre le deuxième paragraphe du préambule aux statuts du parti de la J.R. :

« Le Socialisme d'inspiration personnaliste dont se réclame la Jeune République implique la participation de tous les citoyens à la vie économique et politique, tant locale et régionale que nationale, dans le sens du plein épanouissement de la personne humaine. »

Voilà ce qui s'appelle aller dans le sens de l'Histoire ! A chacun de prendre sa part, vers l'instauration d'un véritable socialisme personnaliste, espérance des masses laborieuses et populaires.

LE SOCIALISME PERSONNALISTE ?
C'EST UN SOCIALISME
QU'IL FAUT INVENTER
POUR QUE LA PERSONNE PUISSE
S'Y ÉPANOUIR EN PLÉNITUDE

La Jeune - République

a pris position...



DROIT AU LOGEMENT

Le Secrétaire d'Etat au logement a promis aux propriétaires d'immeubles, lors du Congrès de l'U.N.P.I. qui se tenait à Nancy en octobre 1978, que les loyers de la catégorie 2B seraient libérés.

C'est retirer toute protection aux locataires, revenir sur la Loi du 1^{er} septembre 1948, mettre en péril d'expulsion environ 60 000 familles de grandes agglomérations urbaines, notamment en Région parisienne, car la libération des loyers entraîne la suppression du droit au maintien dans les lieux.

Le Parti de la Jeune République demande qu'avant application de cette décision, une loi nouvelle soit votée sur les loyers pour protéger efficacement les locataires contre les expulsions.

Le Parti de la Jeune République s'est toujours prononcé pour :

- le droit pour tous d'être logés ;
- le blocage des loyers ;
- la priorité absolue donnée aux logements sociaux ;
- que la construction nouvelle et la restauration soient faites au profit des occupants et des mal logés ;
- la réservation des terrains publics à la construction de logements sociaux.

La Jeune République lutte pour l'institution d'un véritable service national du logement selon lequel chaque citoyen, chaque famille seront logés en fonction de ses besoins et non en fonction de ses revenus.

NON A LA LIBÉRATION DES LOYERS en juillet 1979

Faites un abonnement de
JEUNE RÉPUBLIQUE
à vos amis

NON AU CHOMAGE ! Un communiqué J.R. de la Loire :

La fédération de la Loire du Parti de la Jeune République se déclare consciente de la situation très grave dans laquelle se trouve ce département, déclare s'associer aux 32 organisations signataires de l'appel pour la journée d'action.

Il importe que les pouvoirs publics prennent les mesures urgentes pour mettre fin au démantèlement économique de notre département. Cette action se place dans le cadre d'un plan de sauvetage que le Gouvernement doit établir d'urgence.

Communiqué paru dans la presse locale, le 9.12.1978.

CHOMAGE...

Le Parti de la Jeune République dénonce la détérioration envisagée sur les indemnités de chômage, notamment sur le projet de diminuer progressivement l'indemnité pour licenciement économique, progressivement de 90 % à 68 %. Il dénonce également l'augmentation des cotisations sociales pour les travailleurs.

TRANSPORTS EN COMMUN

Il est question, sans que ce soit dit officiellement, de libérer les prix des transports à la S.N.C.F. Est-ce la fin du service public de la Société Nationale des Chemins de Fer Français ?

Rappelons que le Parti de la Jeune République a milité pour un véritable service national tant de la S.N.C.F. que de la R.A.T.P. Rappelons encore que la R.A.T.P. verse plus de T.V.A. à l'Etat qu'elle ne reçoit de subventions.

A quand de véritables transports en commun desservant vraiment la banlieue des grandes villes et la France ?

EUROPE

DES BOUCHES-DU-RHÔNE

Je pense que dans notre région, le principal problème est celui du chômage et celui de la lutte contre l'injustice sociale.

L'EUROPE DES PEUPLES ne peut se faire qu'à travers la construction d'une confédération d'états unis d'Europe. Or, cette confédération est, à elle seule, encore une utopie puisqu'elle n'est pas encore réalisée.»

J.H.

QUELLE SOLUTION POUR LE CAMBODGE ?

D'abord envahi par les Sud-Vietnamiens appuyés par les Etats-Unis, puis par les Nord-Vietnamiens soutenus par l'U.R.S.S., soumis à des régimes totalitaires et sanguinaires (Lon Nol, puis Pol Pot et Ieng Sary) et à la domination étrangère (régime pro-vietnamien de Heng Samrin), le peuple cambodgien, qui a déjà payé de plus de deux millions de morts et de multiples souffrances un lourd tribut au fanatisme idéologique et aux luttes d'influences des grandes puissances par Khmers interposés, a droit à l'indépendance, à la liberté, à la démocratie, en bref, au libre choix de son régime politique.

Seule une Conférence internationale du type "Genève 1954" peut permettre de déterminer les conditions d'un retour à la paix, à la neutralité, au respect de l'indépendance, de l'intégrité territoriale du Cambodge, et esquisser les moyens d'en assurer l'application (en particulier par l'envoi sur place d'une Commission internationale de contrôle chargée de réaliser sur place un cessez-le-feu, d'obtenir un désarmement effectif des parties en présence et le retrait des forces armées vietnamiennes) et de préparer des élections libres et démocratiques.

Le Parti de la Jeune République appuie totalement les efforts entrepris dans ce sens par le Prince Norodom Sihanouk, seule personnalité ayant la confiance des parties en présence (notamment vietnamienne) et disposant de l'influence qui la désigne comme interlocuteur valable dans ces délicates négociations.

G.B.

Le Parti de la Jeune République

PARTI SOCIALISTE PERSONNALISTE
pour la justice sociale et la paix

CONTRE

- LE POUVOIR PERSONNEL
- LE CHOMAGE ET LES BAS SALAIRES
- LES PROFITS CAPITALISTES
- LES ESSAIS NUCLÉAIRES ET LES EXPORTATIONS D'ARMES DE GUERRE

CONTRE LE RÉGIME DES SOCIÉTÉS MULTINATIONALES

POUR

- LA GARANTIE DE L'EMPLOI
- L'AMÉLIORATION DU POUVOIR D'ACHAT DES TRAVAILLEURS
- LA DÉMOCRATISATION DE L'ENTREPRISE
- UN SERVICE NATIONAL DU LOGEMENT ET DE LA SANTÉ
- UNE VÉRITABLE PROMOTION DE LA FEMME
- UN ENSEIGNEMENT DÉMOCRATIQUE PERMETTANT L'ACCÈS DE TOUS A LA CULTURE

ADHÉRER AU PARTI DE LA JEUNE-RÉPUBLIQUE
Villa n° 6 — 9, Boulevard Jean-Mermoz — 92 - NEUILLY (Hauts-de-Seine)

NOM Prénom

Adresse

Adresse la somme de au C.C.P. 20.896-71 PARIS.

Date et Signature